

Bulletin de statistiques économiques

Sommaire

CROISSANCE : la croissance chinoise fléchit très légèrement au T2 2018, à +6,7 % (g.a.) au T2 2018, contre +6,8 % au T1 ; la croissance nominale s'élève à +9,8 % contre +10,2 % au T1 2018	2
DEMANDE INTERIEURE : les dynamiques de la production industrielle, des investissements et des ventes au détail ralentissent au T2 2018	3
COMMERCE EXTERIEUR : à la veille de l'imposition réciproque de tarifs sino-américains, le commerce extérieur chinois maintient une solide dynamique au T2 ; progression des importations	4
MONNAIE ET BANQUE : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) poursuit sa tendance au ralentissement à l'œuvre depuis mi-2017, principalement en raison de la diminution du shadow banking ; la croissance de M2 fléchit à +8,2 % (g.a.) au T2, son plus bas historique	5
MARCHES DES ACTIFS : les indices boursiers de Shanghai et Shenzhen continuent de chuter	6
MARCHE DES CHANGES : les autorités multiplient les mesures concernant l'ouverture du compte de capital	7
FLUX DE CAPITAUX : premier déficit du compte courant (-28 Mds USD) depuis 2000 au S1 ; l'excédent des flux de capitaux (compte financier et erreurs et omissions) continue d'augmenter, tiré par les IDE entrants	8
FINANCES PUBLIQUES : selon les chiffres officiels, la croissance des dépenses et des recettes de l'Etat rebondit au S1 2018 ; le déficit public diminue très fortement à -2,7 % du PIB	8
ENERGIE : la Chine poursuit ses efforts de transition et de souveraineté énergétique	9
INDICATEURS ECONOMIQUES MENSUELS	10
INDICATEURS ECONOMIQUES ANNUELS	11
PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB CHINOIS	12

Note : Dans les commentaires des graphiques, la flèche figurant à la suite d'un indicateur précise la tendance par rapport au 12 mois précédents. Sa couleur reflète notre appréciation de l'impact de cette évolution sur l'économie chinoise (positive en vert, négative en rouge, neutre en bleu).

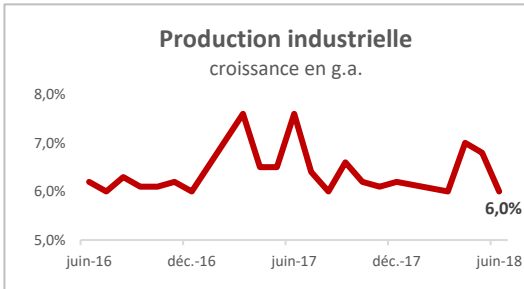
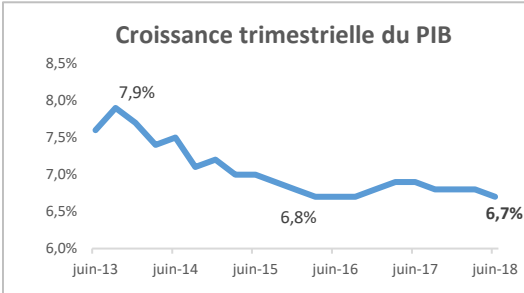
CROISSANCE : la croissance chinoise fléchit très légèrement au T2 2018, à +6,7 % (g.a.) au T2 2018, contre +6,8 % au T1 ; la croissance nominale s'élève à +9,8 % contre +10,2 % au T1 2018

Production

Croissance de la production industrielle.

T2 2018 (g.a.)
m.a. glissante

+6,0 %
+6,3%



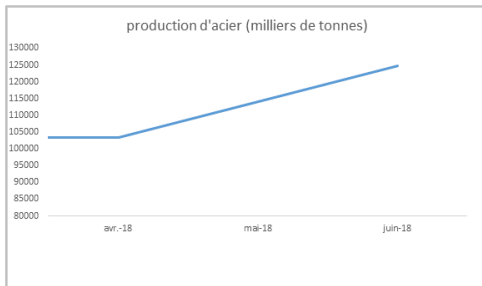
- Les chiffres préliminaires de la croissance au second trimestre (T2) 2018 indiquent une très légère diminution de la croissance réelle à +6,7 % en glissement annuel (g.a.) au plus bas depuis fin 2016 contre +6,8 % au T1 et un ralentissement de la croissance nominale, à +9,8 % contre +10,2 % au T1 2018. La croissance réelle oscille depuis douze trimestres entre +6,7 % et +7 %. En 2017, la croissance réelle avait accéléré pour la première fois depuis 2011 à +6,9 %, avec une croissance nominale de +11,2 %. A noter le net ralentissement du déflateur de PIB (différence entre croissance réelle et nominale, indicateur de la dynamique générale des prix), passé de +4,3 % au T4 2017 à 3,1 % au T2 2018, au plus bas depuis fin 2016, en phase avec le ralentissement de la dynamique des prix à la production. Du côté de l'offre, la légère diminution de la croissance réelle a été le fait du secteur secondaire, dont la croissance est passée de +6,3 % (g.a.) au T1 2018 à +6 % au T2, tandis que l'activité du secteur des services a augmenté, de +7,5 % (g.a.) à +7,8 % sur la même période. Côté demande, l'investissement brut en capital fixe a ralenti à +5,8 % au T2 en g.a contre +7,1 % au T1 notamment l'investissement en infrastructure, qui est passé de +21,1 % au S1 2017 à 7,3 % au S1 2018. La consommation a augmenté de +0,5 pt entre juin et mai à +9 % (g.a) et a contribué à 78,5 % de la croissance au S1 contre 63,4 % au S1 2017. A noter que ce chiffre inclut aussi les dépenses de l'Etat. Le taux de chômage (par sondage) est stable à 4,8 %.
- Il convient de noter que si l'incertitude augmente en raison des tensions commerciales avec les EUA, le resserrement réglementaire initié fin 2016 — notamment le ralentissement du crédit — semble être la principale cause de ce ralentissement. Pour rappel, l'objectif de croissance fixé par les autorités en mars est de +6,5 % pour 2018. Le chiffre de croissance réelle est largement conforme aux prévisions des acteurs de marché. Le FMI a maintenu inchangé (le 30 mai) sa prévision de croissance pour 2018, à +6,6 %.

Industrie

Croissance de la production d'acier brut

T2 2018 (g.a.)
m.a. glissante

+9 %
+6 %



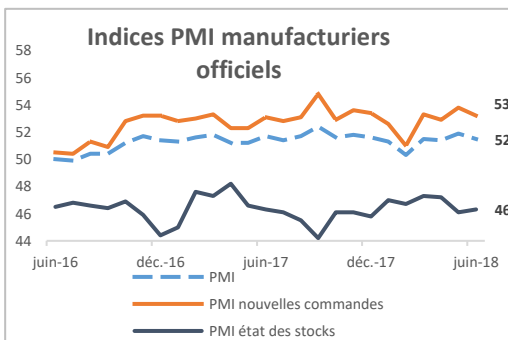
- Les profits de l'ensemble des aciéries ont augmenté au premier semestre 2018. Selon la China Iron and Steel Industry Association (CISA), les profits de 380 fabricants d'acier se sont élevés à 139,27 Mds CNY (environ 17 Mds EUR, soit +151% en g.a). Leur CA a augmenté de 15,33% pour atteindre 1 970 Mds CNY (245 Mds EUR). Cependant, des incertitudes persistent quant aux résultats du secteur de l'acier au second semestre 2018. En effet, les producteurs risquent d'être pénalisés par les tensions commerciales sino-américaines et les campagnes hivernales anti-pollution conduites par les gouvernements locaux. Ces dernières se traduisent fréquemment par l'arrêt temporaire des aciéries.

Indice PMI des directeurs d'achat

Purchasing Managers' Index (Manufacturing)

T2 2018 (indice)
Moyenne sur 12 mois

51,6
51,5



- Les PMI officiels et *Caixin Markit* s'accordent sur un maintien de l'activité en juin, à respectivement 51,5 et 51, soit légèrement inférieure au mois précédent à respectivement 51,9 et 51,1. Les PMI de juin sont néanmoins légèrement en dessous de la moyenne annuelle. Le secteur manufacturier croît à son taux le plus important des 4 derniers mois. Les indices restent cependant au-dessus de leur tendance des dernières années, après un début d'année 2018 dynamique, ce qui explique l'appréciation au second trimestre. Le PMI officiel de la construction a rebondi très fortement à 60,7 en juin. Pour le secteur des services, dont l'activité apparaît toujours en plus nette expansion, le PMI officiel a augmenté à 54. Le PMI Caixin-Markit, après une baisse de 3 mois consécutif l'ayant ramené à 52,3 fin mai, augmente fortement à 54. La banque, les télécommunications et le ferroviaire connaissent la croissance la plus rapide.
- Les PMI signalent une stabilisation de l'activité au T2, après un léger ralentissement au T1 2018, en dépit d'une dynamique toujours soutenue des prix des intrants alors que les prix des ventes et les nouvelles commandes (notamment des exportations) ralentissent plus nettement.

DEMANDE INTERIEURE : les dynamiques de la production industrielle, des investissements et des ventes au détail ralentissent au T2 2018

Ventes au détail

Croissance nominale des ventes au détail

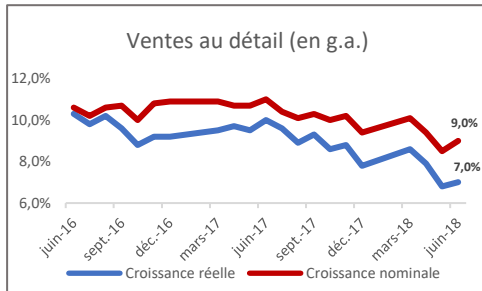
Jun 2018 (g.a.)

+9%



m.a. glissante

+9,7%



- La croissance des ventes au détail de biens de consommation a été de +9,4% au S1 (g.a.), selon les statistiques officielles, contre +10,2% en 2017. A noter que la croissance calculée à partir de la série officielle des ventes au détail en valeur (et non la série en pourcentage de croissance comme précédemment), est de +3,7% au T2 2018 contre bien +10,2% en 2017. En volume de croissance, les ventes au détail de biens de consommation augmentent de +7% au T2 (g.a.), au plus bas depuis le début de la série en 2011, contre +9,6% en 2017. Le ralentissement de la dynamique des ventes au détail affecte aussi les ventes en ligne de biens et services, néanmoins à +30% au T2 contre +37% au T1. Les ventes en ligne de biens au T1 2018 représentent 17% des ventes au détail de biens de consommation, contre 15% en 2017 et 11% en 2015.

Investissement

Croissance des dépenses d'investissement

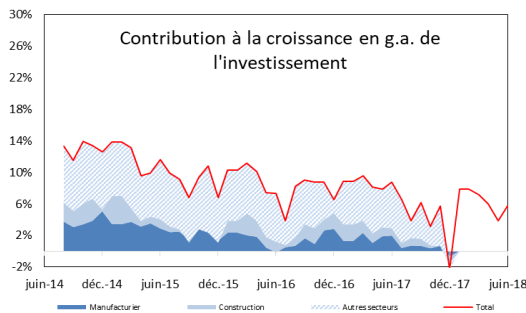
Janv-juin (g.a.)

+7,5%



m.a. glissante

+7,9%



- L'investissement brut en capital fixe ralentit au T2 2018, à +5,2% en g.a. contre +7,4% au T1 2018, largement entraîné par le net ralentissement des investissements en infrastructures à +7,3% en g.a. au S1 2018 contre 21,1% au S1 2017 ainsi que par le ralentissement des investissements dans les services (+6,8% en g.a. au S1 2018 contre +11,3% au S1 2017). La dynamique des investissements dans le secteur manufacturier (+6,8% en g.a. au T2 contre +5,5% au S1 2017) et dans l'immobilier (à +7,4% au S1 2018 contre +5,5% en 2017) n'a pas compensé le ralentissement des autres secteurs. A noter que depuis le début 2018, de nombreuses sous-séries des investissements bruts en capital ne sont plus disponibles qu'en variation et non plus en niveau, dont certaines ventilations par secteur et par type d'entreprise (cf graphique).

Marché du travail

Ratio demande/offre de travail

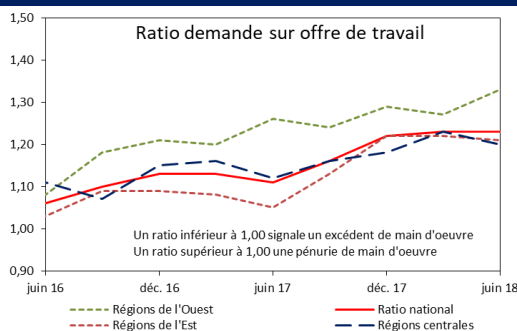
T2 2018

1,23



m.a. glissante

1,21



- Le chômage aurait légèrement diminué en juin à 4,8%, contre 5,1% au T1 2018, d'après une nouvelle série officielle. Cette série, par méthode d'enquête et se référant à la définition de l'OIT, a été entérinée comme indicateur officiel et se référant à la définition de l'OIT, a été entérinée comme indicateur officiel en mars 2018, en supplément de la série historique par enregistrement. L'objectif officiel est de maintenir un chômage inférieur à 5,5% en 2018. La série couvre l'ensemble de la population urbaine, y compris les travailleurs « migrants » (i.e. ne disposant pas d'un permis de résidence hukou de la zone où ils vivent). L'enquête est menée directement par l'administration centrale. Les autres statistiques relatives au marché de l'emploi signalent une stabilisation de la situation après une amélioration initiée autour de juin 2016. Le taux de chômage par enregistrement a augmenté légèrement au T2 2018 à 3,95%, contre 3,89% au T1 et contre 3,9% fin 2017. Le nombre et les salaires des travailleurs migrants a augmenté de +1% et +7,5% en g.a. contre +2% et +6% au T2 2017. Enfin, le nombre d'emplois créés en zone urbaine a augmenté faiblement au T2 (g.a.).

Inflation

Indice des prix à la consommation (IPC)

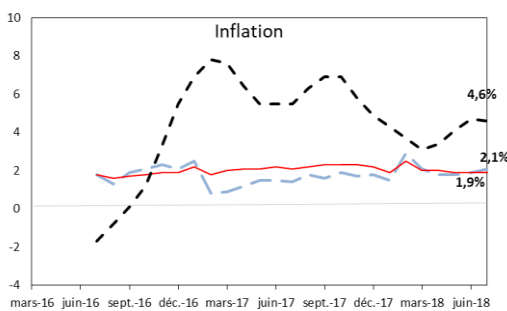
Jun 2018 (g.a.)

+1,9%



m.a. glissante

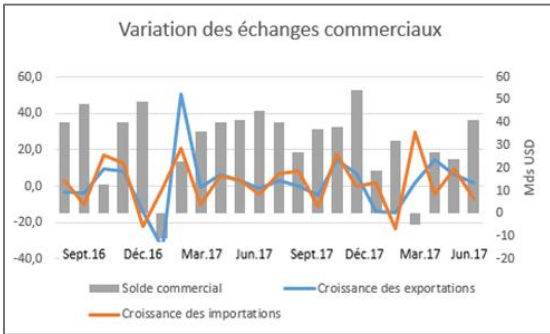
+1,9%



- L'indice des prix à la production (IPP) a accéléré au T2, à +4,1% en glissement annuel (g.a.), contre +3,7% au T1. A noter que fin juin l'IPP est à +4,7% en glissement annuel au plus haut en juin depuis 6 mois. La rupture de tendance s'explique par un rebond des sous-indices du secteur du gaz et pétrole (+24% au T2 contre +10% au T1 ; notamment en liaison avec le Brent crude oil, qui a augmenté de +66% sur 12 mois) et dans une moindre mesure par des dynamiques soutenues dans les secteurs extractif et de la sidérurgie. A noter un indice des prix du secteur de l'électronique et des nouvelles technologies indiquant une baisse de plus de 2,5% des prix (g.a.) depuis le début de l'année. Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP est redevenue positive en septembre 2016 pour la première fois depuis plus de quatre ans, se portant à +5,5% en 2016 et +6,3% en 2017 avec un maximum à +7,8% en février 2017. La dynamique des prix à la consommation (IPC) a été de +1,9% (g.a.) au T2, contre +2,1% au T1 (objectif de +3% pour 2018). La baisse des prix des aliments (à +1,3%) et de l'énergie expliquent quasiment intégralement cette diminution. En effet, l'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) a été stable au T2.

COMMERCE EXTERIEUR : à la veille de l'imposition réciproque de tarifs sino-américains, le commerce extérieur chinois maintient une solide dynamique au T2 ; progression des importations

Echanges commerciaux



Croissance des exportations de biens

T2 2018 (g.a.)

+11,8%

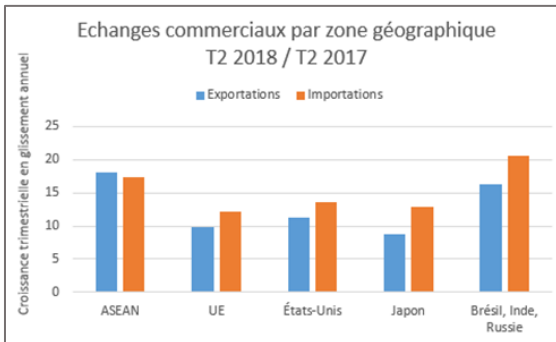
m.a. glissante

+11,2%



- Très attendu dans le contexte de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, le Forum de Boao a offert au Président Xi Jinping une tribune de choix pour prononcer, dans la lignée de son discours de Davos en janvier 2017, un discours de soutien au libre-échange et au multilatéralisme. Jugeant que « la mondialisation est une tendance irréversible » et rappelant que « la porte annonçant de la Chine s'ouvrira de plus en plus », Xi s'est fendu de quelques attaques voilées contre l'administration américaine, accusée de « mendier auprès de leurs voisins et d'intimider les faibles ». Reprenant une critique chinoise ancienne, il a en outre accusé certains « pays développés » de « restreindre artificiellement les exportations chinoises de biens high-tech ». Le discours a surtout été l'occasion pour le président chinois d'annoncer, de répéter ou, plus souvent, de préciser, des mesures d'ouverture commerciale limitées. Il a également rappelé l'annonce, déjà évoquée lors des deux assemblées, une « réduction considérable » des droits de douane sur l'importation d'automobiles ainsi qu'une baisse des tarifs sur d'autres produits de consommation (une annonce rattachée à l'objectif de « promouvoir l'équilibre de la balance commerciale »).

Commerce par destinations



Croissance des exportations vers l'UE

T2 2018 (g.a.)

+9,8%

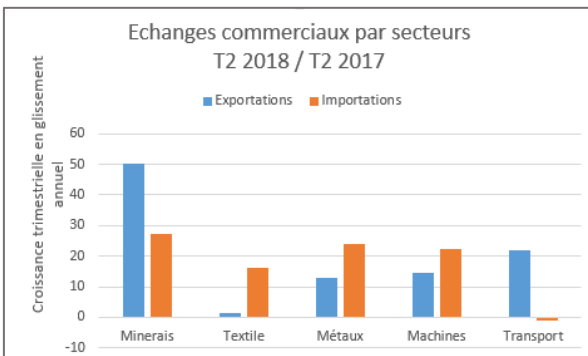
m.a. glissante

+11,6%



- Suite à l'annonce des résultats de l'enquête menée au titre de la Section 301 du Trade Act portant sur des violations présumées de la propriété intellectuelle par la Chine, le USTR a détaillé la liste des produits chinois – représentant l'équivalent de 50 Mds USD d'importations annuelles - pour lesquels elle envisage d'imposer des droits de douane supplémentaires de 25%. Sont essentiellement visés : certains produits chimiques, plusieurs types de machines et moteurs, des technologies de l'information et de la communication (à l'exception, par exemple, des smartphones et ordinateurs finis), les biens du secteur de l'automobile, de l'aéronautique et de l'industrie navale. L'imposition de droits de douane supplémentaires sur certains produits chinois fait partie des trois types de mesures – avec la saisine de l'OMC sur les pratiques chinoises en matière d'octroi de licences et un renforcement, annoncé, du contrôle des investissements chinois – demandées le 22 mars par l'administration Trump au titre de la section 301. La liste américaine, ouverte à commentaires, doit désormais faire l'objet d'auditions publiques, jusqu'à fin mai. Estimant être « forcée à prendre des contre-mesures », la Chine a répliqué en publiant une liste de produits américains - d'un montant équivalent aux importations visées par l'enquête 301 – susceptibles d'être taxés en retour. Pékin menace ainsi de taxer à 25% les produits agricoles (dont soja, sorgho, maïs, bœuf, tabac, jus d'orange, whisky, coton), les mélanges d'hydrocarbures (y compris gaz de pétrole liquéfié), certains produits plastiques et chimiques, l'automobile ou encore les avions gros porteurs. La date d'entrée en vigueur des mesures est suspendue à la décision finale américaine.

Commerce par secteurs



Croissance des exportations de machines

T2 2018 (g.a.)

+14,7%

m.a. glissante

+14,1%

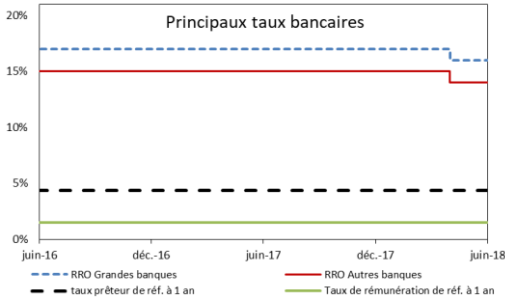


- Le Département du Commerce américain a qualifié d'« historique », mardi 19 juin, sa propre décision d'imposer des droits anti-dumping provisoires de 167% aux importations américaines de feuilles d'aluminium d'origine chinoise. Pour rappel, mi-avril, à l'issue d'une autre enquête ex officio, les Etats-Unis avaient déjà imposé de lourds droits anti-subsvention, à titre provisoire, aux importations américaines de feuilles d'aluminium chinoises. Ces droits s'ajoutent à la surtaxe de 10% imposée par les Etats-Unis sur les importations d'aluminium en provenance de la plupart de ses partenaires commerciaux (dont la Chine), au titre de la Section 232 du Trade Act. Le Conseil des affaires d'Etat chinois a présenté, mercredi 30 mai, une décision de diminution des droits de douane à l'importation d'un certain nombre de biens de consommation courante applicable au 1er juillet. Ce sont près de 1500 types de produits (poissons et fruits de mer, nourriture en conserve, eau minérale et jus de fruit, cosmétiques, produits de santé, chaussures, ustensiles de cuisine, équipements sportifs, machines à laver, réfrigérateurs, etc.) qui seront concernés par les réductions tarifaires. En moyenne, les droits à l'importation des produits d'habillement concernés par les réductions passent de 16 à 7% ; ceux applicables aux équipements électroménagers sont réduits de 20 à 8%. Sur les quelques produits agroalimentaires couverts par l'annonce, les droits passent en moyenne de 15 à 7% ; sur les cosmétiques et produits de santé, les droits sont réduits de 8 à 3%.

MONNAIE ET BANQUE : la croissance du financement à l'économie réelle (TSF) poursuit sa tendance au ralentissement à l'œuvre depuis mi-2017, principalement en raison de la diminution du shadow banking ; la croissance de M2 fléchit à +8,2 % (g.a.) au T2, son plus bas historique

**Taux d'intérêt
Ratios de réserves obligatoires**

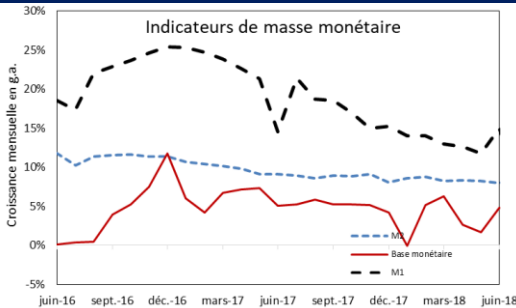
Taux prêteur de référence	Au 30/06/2018 (%)	4,35	=
RRO	Au 05/07/2018 (%) grandes banques / autres	15,5/13,5	↓



La banque centrale chinoise (PBoC) a annoncé le 24 juin une baisse du ratio de réserves obligatoires (RRO) en RMB de 0,5 pt de pourcentage à partir du 5 juillet pour l'ensemble des banques commerciales (sauf les « banques commerciales rurales »). En outre, les prêts aux entreprises avec un encours de crédit de moins de 5 M de RMB peuvent être utilisés comme collatéral dans les opérations de crédit à moyen terme de la PBoC indépendamment de la notation de crédit de l'entreprise. Cette baisse, inscrite dans les orientations du Conseil des affaires d'Etat du 20 juin en vue de faciliter l'accès au crédit des MPME doit permettre d'après la PBoC de « soutenir le programme d'échange de dettes contre actions et le financement aux petites et microentreprises ». La PBoC décrit l'opération comme un « *fine tuning* fin » devant « accompagner à la fois le désendettement et l'ajustement structurel ». Les fonds libérés dans les cinq « grandes banques commerciales publiques » et « douze banques commerciales par actions », environ 500 Mds RMB, « devront être utilisés » dans des opérations du programme d'échange de dettes contre actions (ou *debt to equity*). Les fonds libérés par la *Postal Savings Bank of China*, les « banques commerciales municipales », les « banques commerciales rurales » et les banques étrangères devront servir au financement des petites et microentreprises. Le suivi de l'utilisation des fonds libérés par cette baisse des RRO se fera au travers de la revue macroprudentielle (MPA) trimestrielle. Les RRO théoriques se situent dorénavant entre 13,5% pour les petites et moyennes banques et 15,5% pour les grandes banques, mais ces taux varient sensiblement dans les faits en fonction du respect par chaque institution de certaines directives de l'Etat.

Masse monétaire

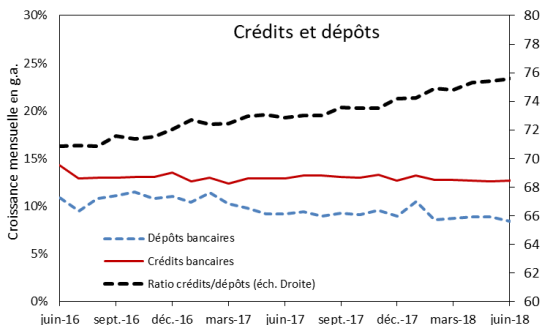
Croissance de l'agrégat M2	Juin 2018 (g.a.)	+8%	↓
	m.a. glissante	+8,6%	



La croissance de l'agrégat de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF) a diminué au T2 à +3 515 Mds RMB contre +5 585 Mds RMB au T1 et +4 221 Mds RMB au T2 2017. Il croît à +9,8 % (g.a) en juin, contre +10,5 % (g.a.) en avril et +12 % en 2017 (+12,8 % en 2016). Il s'agit d'une reprise de la tendance au ralentissement à l'œuvre depuis juillet 2017, seulement interrompue en février, conduisant à sa plus faible croissance depuis la création de la série en 2006. Le ralentissement de la dynamique du TSF au T2 s'explique principalement par une baisse de la croissance des crédits bancaires (+12,6 % en g.a. au T2) et du système bancaire parallèle (+11,2 % fin juin). La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 a ralenti nettement, à +8 % (g.a.) en juin, à son niveau le plus bas historique (+8,2 % au T2) contre +8,5 % en moyenne au T1 ; +10,3 % en 2017 et +11,3 % en 2016.

Crédit bancaire

Croissance du crédit bancaire	T2 2018 (g.a.)	+12,7%	↓
	m.a. glissante	+13%	



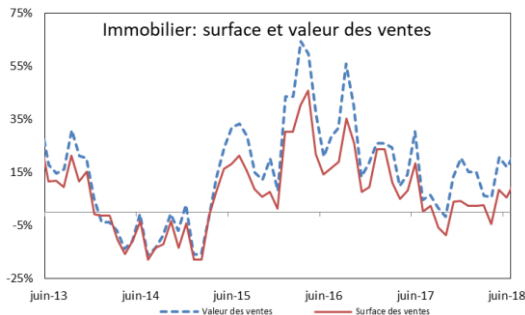
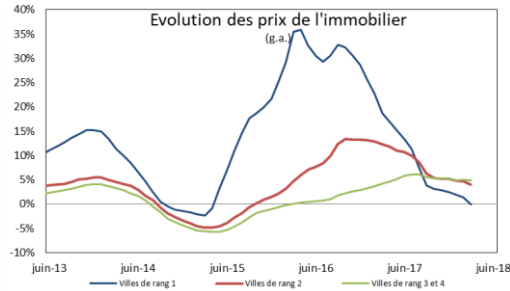
La dynamique stable au T2 (+12,6 % en g.a) est tirée par les financements à long terme aux entreprises (notamment de petite et moyenne taille) depuis le T3 2017 à +17 % en g.a au T2, alors que les financements aux ménages continuent à se contracter (depuis le T1 2017) à -3,6 % en g.a au T2. A noter que l'obtention de nouveaux crédits a enregistré sa plus faible augmentation en juin à +9,8 % (g.a) contre +10,3 % en mai, en liaison avec la lutte contre le système bancaire parallèle et le resserrement réglementaire. La croissance des dépôts bancaires a fléchi, à +8,4 % (g.a.) au T2 ; la dynamique était de +8,2 % (g.a) fin juin contre +9,5 % fin 2017 et +11,3% en 2016. Les administrations et les entreprises ont notamment réduit leur épargne bancaire, alors que l'épargne des ménages et des institutions financières non-bancaires a continué à croître à un rythme soutenu.

Les nouveaux prêts bancaires à long terme aux ménages ont nettement diminué au second trimestre 2018 par rapport au second trimestre 2017 (-11 %) alors que les prêts à court terme ont augmenté de +11,9 % sur la même période. La croissance des dépôts bancaires a fléchi, à +8,4 % (g.a.) au T2 ; la dynamique était de +8,2 % (g.a) fin juin contre +9,5 % fin 2017 et +11,3% en 2016.

MARCHES DES ACTIFS : les indices boursiers de Shanghai et Shenzhen continuent de chuter

Immobilier

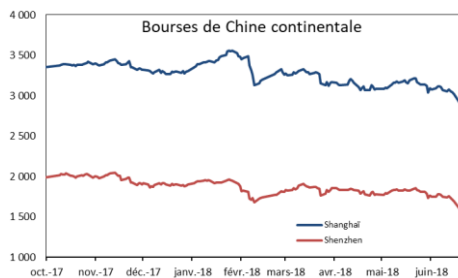
Croissance des surfaces vendues **T2 2018 (g.a.) +3,6%**
m.a. glissante +1,1%



L'activité du secteur a été très dynamique au T2, dans la poursuite du rebond à l'œuvre depuis fin 2017. Les ventes immobilières et les ventes de terrains en volume ont crû de respectivement +11,3 % et +1,9 % en glissement annuel (g.a.) au T2, portant la croissance sur les six premiers mois (S1) de l'année à +12,7 % et +2,6 %. Les investissements immobiliers (investissement brut en capital fixe) et les mises en chantier, indicateurs avancés de l'activité, accélèrent à +9,7 % au S1 contre +8,7 % au S1 2017 (+8,4 % en g.a en juin contre +9,8 % en mai au plus bas depuis fin 2017) ; 70 % des investissements immobiliers sont de la construction résidentielle. Côté prix, les dynamiques des biens résidentiels ont accéléré en juin à leur rythme le plus rapide des 21 derniers mois (38 mois pour le neuf) à +1,1 % par rapport au mois de mai. Au S1, la valeur des ventes a augmenté de +13,2 %, tandis que les surfaces vendues ont augmenté de +3,3 %, sommets inégaux sur quatre mois. L'accélération est particulièrement dynamique dans les villes de rang 1 et 2 (pour la 1ère fois depuis septembre 2016), à respectivement -0,2 % et +4 % à fin mai sur le marché secondaire, contre -0,7 % et +3,8 % (g.a.) fin avril. Dans les villes de rang 3 et 4, les prix poursuivent le ralentissement initié en août 2017 (après presque deux ans d'accélération), à +4,5 % contre +5,2 % en 2017. Pour rappel, les dynamiques des prix dans le secteur immobilier en Chine à partir des statistiques officielles sont nettement moins volatiles que celles tirées des données de fournisseurs privés. Dans le détail, les recettes issues des ventes de terrains ont augmenté au S1 de +39,6 % en g.a. (à 1 800 Mds USD) pour 50 « grandes » villes et de +42 % au total en Chine. La plus importante augmentation provient de Hangzhou (capitale de la province de Zhejiang) pour une augmentation de +99 % en g.a. Le ministère des Ressources naturelles a annoncé le 18 juin le début de la mise en connexion des cadastres des biens immobiliers, en vue de la création d'une liste nationale complète des propriétaires de biens immobiliers. La Chine ne dispose en effet pas de cadastre, ce qui rend actuellement impossible la mise en œuvre d'une éventuelle taxe foncière (annoncée pour 2020). Par ailleurs, le Conseil des affaires d'Etat a publié le 13 juillet 2018 une notice « Concerning the Undertaking of the 2018 State Council Major Inspections » pour accélérer l'enregistrement comptable des transactions immobilières et entend mener des inspections de contrôle. Cette notice témoigne de la préoccupation croissante des autorités centrales à cet égard.

Marchés boursiers

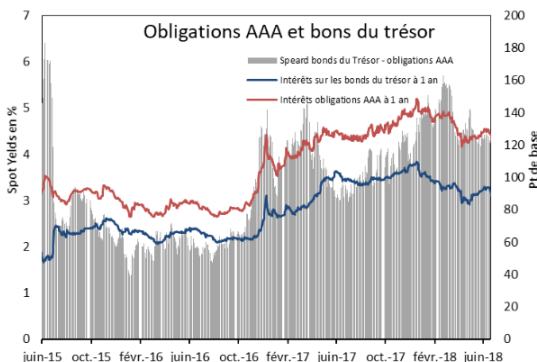
Variation du Shanghai Composite Index **T2 2018 -10,1%**
Trim. précédent -4,2%



L'indice composite de Shanghai a clôturé le 4 juillet en baisse à 2759 pts sur fond de conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis, soit un nouveau plus bas en 28 mois. De fait, l'indice composite de Shanghai a perdu plus de 20 % depuis janvier tandis que l'indice composite de Shenzhen a cédé plus de 30 %. Face aux inquiétudes croissantes relatives au risque potentiel représenté par les actions mises en nantissement dans un contexte de baisse des cours, la Bourse de Shanghai, la Bourse de Shenzhen et la Securities Association of China ont déclaré que « ce risque est maîtrisé dans l'ensemble » le 26 juin. Selon la Bourse de Shanghai, la valeur totale des actions nanties sous forme de collatéral ne représente que 3 % du total de la capitalisation.

Marchés obligataires

Moyenne des écarts de taux des obligations AAA et des bons du Trésor **T2 2018 126 pdb**
Trim. précédent 143 pdb



Bloomberg LP a annoncé le 23 mars l'inclusion des titres d'Etat et de banques de développement en RMB de Chine continentale à son principal indice obligataire, le *Bloomberg Barclays Global Aggregate Index (BBGAI)*, à partir d'avril 2019. Il s'agit du 1er indice obligataire de référence à annoncer l'intégration de la Chine. Les titres seront ajoutés aux sous-indices. La prise en compte s'étalera sur 20 mois, avec une pondération de +5pts de % par mois. Cette inclusion est subordonnée à « plusieurs ajustements prévus », dont la livraison au paiement, des clarifications sur la fiscalité ainsi que la possibilité de bloc trade. Bloomberg rappelle en outre que les « ajustements en cours » rendront les titres chinois éligibles (libre flottement de la monnaie, libre échange de celle-ci, liberté de mouvement des capitaux et possibilité de couverture). Au 31/01/18 l'inclusion des obligations souveraines et quasi-souveraines chinoises pèserait 5,49% du BBGAI. Goldman Sachs estime à environ 110 Mds USD les flux mécaniques de capitaux entrants amenés par cette intégration à terme, et 250 Mds USD en cas d'inclusion aux trois plus importants indices. Le Bloomberg Barclays GAI est l'indice obligataire le plus suivi, avec environ 2 000 Mds USD, devant les indices du London Stock Exchange (précédemment Citigroup) et de JPMorgan.

MARCHE DES CHANGES : les autorités multiplient les mesures concernant l'ouverture du compte de capital

CNY/USD
CNY/EUR

Variation depuis le 30/03/2018 Au 29/06/2018

+5,2%



-1,1%

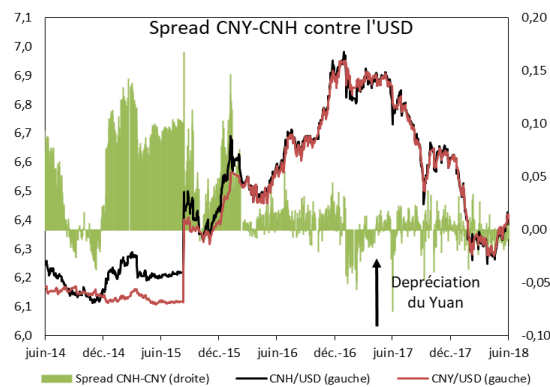
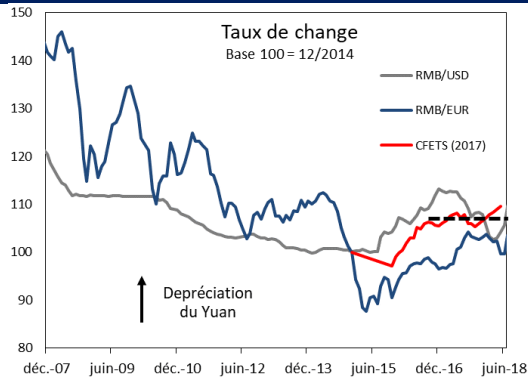


Spread CNH - CNY

Moyenne trim. de la différence
CNH - CNY

T2 2018
Trim. précédent

1 pdb
1 pdb



- La banque centrale (PBOC) et le régulateur des flux transfrontaliers et des opérations de change (SAFE) ont publié le 10 juin des mesures sur « l'administration des investissements en titres mobiliers des investisseurs institutionnels qualifiés » en devise (programme QFII) et en RMB (programme RQFII), à effet immédiat. Le plafond mensuel de 20% des rapatriements de capitaux depuis la Chine continentale sur les QFII est aboli (RQFII n'étaient pas soumis à cette contrainte). Les institutions ont dorénavant le droit d'engager un mandataire (custodian) pour conduire l'opération. La période d'immobilisation de trois mois sur le principal de l'investissement effectué en Chine continentale est levée. Les investisseurs QFII et RQFII sont autorisés à se couvrir sur le change en Chine continentale pour leurs opérations dans le cadre de ces programmes. A noter que les « connexions » obligatoires et boursières ouvertes depuis 2014 entre la Chine continentale et Hong Kong n'ont ni période d'immobilisation, ni plafond individuel sur les rapatriements, et autorisent la couverture sur le change. Les créations de ces « connexions » ont permis l'introduction des marchés financiers de Chine continentale aux principaux indices internationaux de référence, qui motivaient notamment leurs refus de prendre en compte les marchés chinois par l'existence de limites mensuelles sur les rapatriements de capitaux.
- Ces mesures s'inscrivent dans une dynamique générale de reprise de la politique d'ouverture « ordonnée » du secteur et des marchés financiers chinois. Le gouverneur Yi Gang, dans une interview en mai au magazine Caixin, estimait que le « problème du secteur financier chinois est plus du côté d'un manque d'ouverture que d'un excès d'ouverture ». Selon le gouverneur, « une plus grande ouverture est inévitable et répond aux besoins de la Chine en matière de développement et de transformation économique. La direction est définitive ». PAN Gongsheng a annoncé le 14 juin que « la Chine ouvrira certains des canaux fermés de son compte de capital et libéralisera plus avant les canaux déjà ouverts ».

Réserves de change

Croissance des réserves de
change (g.a.)

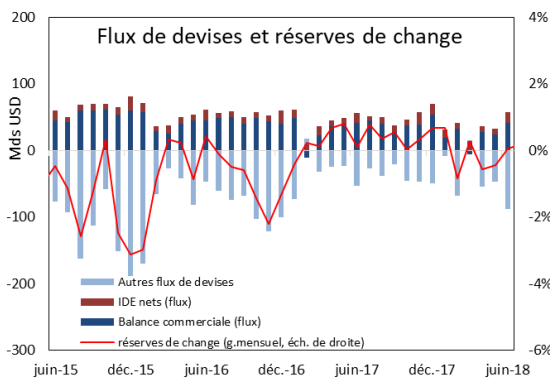
Juin 2018

+0,05%



Croissance T2 en g.a.


+1,8%

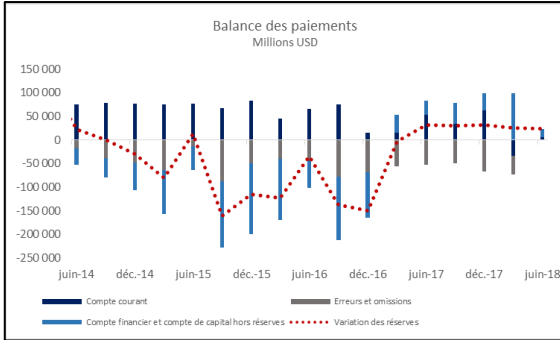


- La valeur en USD des réserves de change officielles chinoises a augmenté très légèrement de +1,5 Mds USD en juin (+0,05 %), à 3 112 Mds USD contre 3 111 Mds USD fin mai. Les réserves de change officielles se stabilisent après deux mois de diminution (-18 Mds USD en avril et -14 Mds USD en mai). Il convient de souligner que le RMB a accéléré en juin sa tendance soutenue à la dépréciation initiée en avril. Le RMB off-shore passe notamment sous la barre psychologique des 6,7 RMB le 10 juillet. Les statistiques des variations des réserves au bilan de la banque centrale (comptabilisées au coût historique, donc hors effet de valeur) attestent de très faibles flux mensuels nets de réserves depuis juin 2017.
- Pour rappel, le gouverneur a écarté en avril l'éventualité d'une utilisation du taux de change ou des réserves (largement placées en bons du Trésor américain) en réponse aux tarifs douaniers instaurés par les autorités américaines sur certains biens chinois — situation qui paraît de plus en plus difficile à maintenir. Pour rappel, les réserves de change officielles diffèrent des actifs officiels de réserve, ces derniers incluant aussi la position nette vis-à-vis du FMI, les droits de tirage spéciaux auprès du FMI et les réserves d'or (à 59,24 M d'onces pour 74 Mds USD). Pour mémoire, les réserves avaient franchi le seuil des 3 000 Mds USD en janvier 2017, suite à une baisse de 320 Mds USD (-10%) en 2016, avant d'augmenter légèrement puis de se stabiliser autour des 3100 Mds USD. Pour rappel, la PBOC a porté à environ 40 ses accords d'échange de devises avec un nouvel accord signé avec son homologue nigérian en avril (15 Mds RMB), pour un montant total d'environ 3 300 Mds RMB.

FLUX DE CAPITAUX : premier déficit du compte courant (-28 Mds USD) depuis 2000 au S1 ; l'excédent des flux de capitaux continue d'augmenter, tiré par les IDE entrants


Flux de capitaux

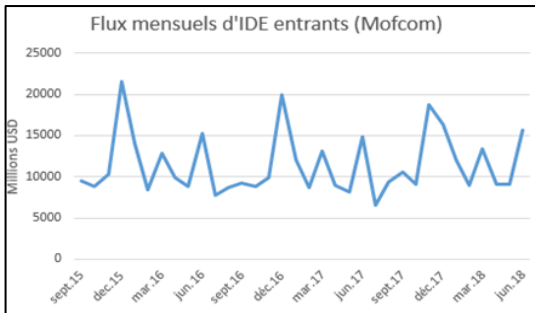
Flux financiers entrants nets hors réserves T2 2018 (Mds USD) **+60** 
m. trim. Sur 12 mois + 11



• Selon les chiffres de la balance des paiements publiés par la SAFE, au S1 2018 le solde du compte courant est déficitaire à -28 Mds USD pour la première fois depuis 2000. Cette évolution est largement due au solde déficitaire du T1 (-34 Mds USD) contre un solde faiblement excédentaire au T2 (+5,8 Mds USD). Alors que le solde trimestriel du compte courant a en moyenne été excédentaire en 2017 à +40 Mds USD ; l'augmentation des importations (+21 % au S1) a joué un rôle important dans le retournement du compte courant chinois. A partir de ces données, le compte financier hors réserves (n.b. ce chiffre incorpore au compte financier les erreurs et omissions) est excédentaire pour la seconde fois depuis le T1 2014, à +60 Mds USD. A titre de comparaison, ce poste a été en moyenne de -36 Mds USD par semestre en 2017 et de -321 Mds USD par semestre en 2016. Cette situation s'explique notamment par des flux nets d'IDE qui continuent d'augmenter à +84 Mds USD (au plus haut depuis près de quatre ans) ; avec une faible hausse des flux sortants (+14 % au S1 par rapport au S1 2017) et une très forte hausse des flux entrants (+139 %). Pour mémoire, les autorités conduisent une politique d'ouverture asymétrique du compte de capital en faveur des flux entrants, avec à ce titre des ouvertures récentes des marchés financiers.

Flux d'investissements directs étrangers


Croissance des IDE entrants T2 2018 (g.a.) **+5%** 
m.a. glissante +10%

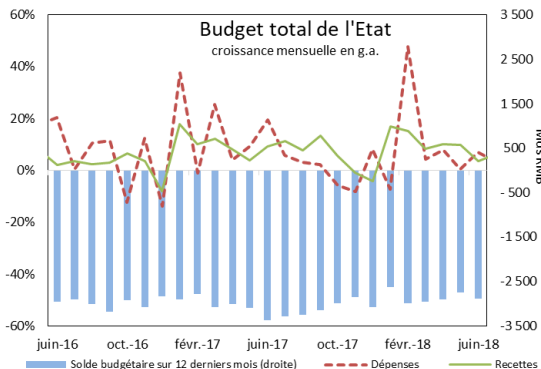


• Dans un rapport conjoint rendu public le 10 avril 2018, le Rhodium Group et le National Committee on China-US Relations mettent en avant une nette diminution des flux d'investissement Chine-Etats-Unis en 2017. Selon les chiffres de Rhodium, alors que les flux des Etats-Unis vers la Chine sont restés stables, les flux de la Chine vers les Etats-Unis ont, à l'inverse, chuté de 37% par rapport à 2016. Malgré cette dynamique nouvelle, les flux d'investissements chinois vers les Etats-Unis restent plus de deux fois plus importants (29 Mds USD) que les flux d'investissements américains vers la Chine (14 Mds USD). Cette diminution des flux d'investissements chinois est principalement imputable, selon les auteurs du rapport, à des facteurs politiques. Les auteurs du rapport pointent le rôle joué par le Committee on Foreign Investments in the United States (CFIUS) qui aurait conduit à l'abandon de projets d'investissements d'une valeur totale de 8 Mds €.

FINANCES PUBLIQUES : selon les chiffres officiels, la croissance des dépenses et des recettes de l'Etat rebondit au S1 2018 ; le déficit public diminue très fortement à -2,7 % du PIB

Budget

Croissance des recettes fiscales (inclus le foncier) T2 2018 (g.a.) **+7,7%** 
m.a. glissante +8



• Les comptes publics officiels chinois indiquent une diminution du déficit public de l'Etat relatif au PIB, à 2,76 % au S1 2018. Le rebond de la croissance des dépenses, à +7,84 % en g.a au S1 (11 160 Mds RMB ; représentant 53,2 % du budget planifié, en augmentation de +7,6 %) contre +8,8 % au T2 2018, a été compensé par des recettes plus dynamiques, en hausse de +10,6 % contre +8,1 % en 2017 (+7,8 % au T2). A noter que les recettes fiscales se sont contractées en juin (-12,8 %), avec l'entrée en vigueur le 1er mai de la diminution de la TVA et le 1er juin de la réforme de l'impôt sur les personnes physiques. Le déficit rapporté au PIB correspond à l'objectif fixé par les autorités en début d'année, hors transferts de certains fonds gouvernementaux (n.b. l'objectif officiel de -2,6 % (contre 3 % en 2017) correspond aux comptes publics consolidés, qui intègrent ces transferts). Par ailleurs, les activités immobilières et foncières des autorités publiques chinoises ont très fortement crû au S1 2018, avec des dépenses à +50 % en g.a. (contre +23 % au S1 2017) et des revenus à +42 % (contre +33 % au S1 2017). Pour mémoire, les données officielles chinoises ne captent pas parfaitement l'ensemble des dépenses publiques. En décembre, un document de travail du FMI estimait un « déficit public augmenté », selon une méthodologie proche des critères de Maastricht, entre 12,5 % et 14 % du PIB pour 2017.

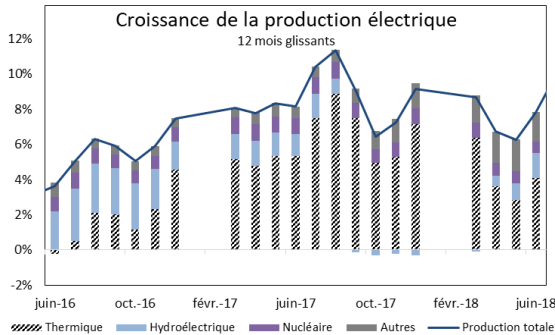
ENERGIE : la Chine poursuit ses efforts de transition et de souveraineté énergétique

Production d'électricité

Croissance de la production d'électricité

T2 2018 (g.a.)
m.a. glissante

+7,9%
+6,1%



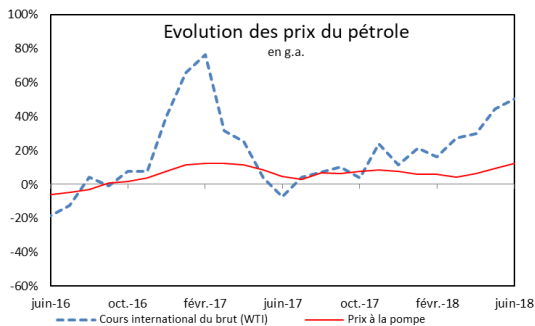
- Le 13^{ème} plan quinquennal (2016 – 2020) a fixé comme objectif l'augmentation de la part d'énergie renouvelable et nucléaire dans la production électrique nationale. Même si des quotas ont été instaurés pour limiter la part du charbon dans les nouveaux projets d'usines de production, la part d'origine thermique continue de croître, puisque l'Administration nationale de l'énergie (en anglais NEA) soutient les filières du charbon « propre » ou de gaz naturel. En 2017, face à une demande modérée d'électricité et, pour le charbon, face à des surcapacités de production et une pression sur les prix entraînant une dégradation des marges (*Moody's*), des restructurations ont été engagées par les entreprises d'État, entraînant notamment la création de *China Energy Investment Corporation*, fusion de deux entreprises leader de la production de charbon et d'électricité. Cependant, des difficultés de répondre à la demande d'électricité ont été constatées en hiver 2017 entraînant une volatilité des prix du gaz et du charbon et amenant un recours exceptionnel aux usines au charbon les plus polluantes pour alimenter des écoles et des foyers victimes de délestage. Cette solution d'urgence a également été utilisée au 2^{ème} trimestre 2018 alors que l'opérateur national *State Grid* montrait des difficultés à répondre à la très forte demande en électricité survenue en juin (presqu'un mois avant le pic de consommation saisonnier), à cause de la chaleur exceptionnelle touchant le pays (*Caixin*). Suite à cet événement, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a annoncé un renforcement des infrastructures pour augmenter la part de gaz naturel, et améliorer l'approvisionnement en charbon, en réduisant les restrictions d'importation (*Caixin*). Pour autant, la politique volontariste du gouvernement en terme de mix énergétique *propre* continue: en juin 2018, les parts du nucléaire, et des énergies renouvelables comptaient pour 30% de l'augmentation de la production électrique.

Prix du pétrole

Croissance du prix au détail

T2 2018 (g.a.)
m.a. glissante

+13,3%
+8,3%



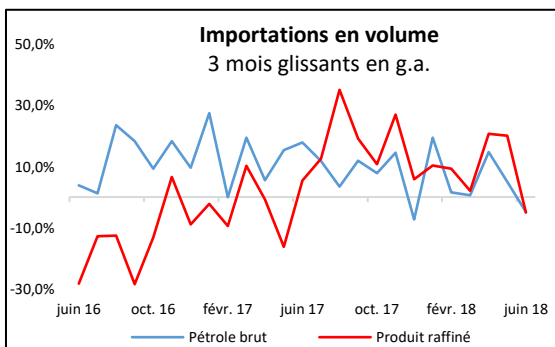
- Le 26 mars 2018, la Chine a annoncé le lancement du marché domestique des contrats à terme d'hydrocarbures en CNY *oil futures*, ouvert aux sociétés étrangères sur le *Shanghai International Energy Exchange* (INE). Le *China Daily* évoquait la volonté du gouvernement de « mettre fin au monopole de l'Occident sur la détermination du prix du pétrole » (sic), vision d'autant plus stratégique que la Chine est le premier importateur mondial avec 8,4 millions de barils par jour prévus en 2018. Plusieurs mois après ce lancement, l'INE s'est hissé à la troisième place des places de marché d'hydrocarbures en terme de volume, derrière New-York et Londres, participant à une plus grande adoption du CNY comme monnaie d'échange international. Cependant les volumes d'échange restent encore faibles comparés à celle des plateformes historiques et la libre détermination du prix du pétrole chinois n'est pas garantie. En outre, des ajustements réguliers du prix à la pompe sont réalisés par la NDRC en suivant la conjoncture mondiale. Dans ce cadre, le prix du pétrole a augmenté de 13,3% au 2^{ème} trimestre, sur fonds de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

Production de pétrole

Croissance des importations de pétrole

T2 2018 (g.a.)
m.a. glissante

+4,8%
+6,5%



- Au deuxième trimestre, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a mis en place des nouvelles mesures dans le but de libéraliser et d'optimiser le fonctionnement de son marché national de *oil & gas*. Le 25 mai 2018, la NDRC a annoncé l'instauration d'un nouveau mécanisme de prix du gaz naturel utilisé par les particuliers, entrant en vigueur en juin, permettant aux fournisseurs *upstream* et distributeurs *downstream* de négocier des prix jusqu'à 20% au-dessus du prix seuil régional, ajusté par la NDRC (*Moody's*). En juin, le Ministère du commerce (MofCom) et la NDRC ont annoncé la levée des quotas pour l'établissement de stations essences détenues par des capitaux étrangers (*Caixin*), tandis qu'une nouvelle politique de taxe sur l'essence et le diesel entrant en vigueur en mars 2018. Cette dernière politique avantage les entreprises d'État et bouleverse le modèle économique des raffineries indépendantes comptant pour 1/5^{ème} des importations de pétrole. Celles-ci opéraient à 63% de leur capacité en mai (*Reuters*). Toujours sur fonds de tension commerciale avec les Etats-Unis, la Chine poursuit sa stratégie de diversification de ses sources d'approvisionnement, et continue la constitution de stocks de pétrole à 100 jours d'ici 2020 en important plus que ses besoins de consommation.



INDICATEURS ECONOMIQUES MENSUELS

Sources : NBS, BRI, SER de Pékin

		juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18
Production														
PIB trimestriel	Mds RMB	20 056	-	-	21 160	-	-	23 458	-	-	19 878	-	-	22 018
	Mds USD	2 949	-	-	3 224	-	-	3 557	-	-	3 167	-	-	3 411
<i>croissance réelle</i>	% g.a.	6,9	-	-	6,8	-	-	6,8	-	-	6,8	-	-	6,7
PIB : secteur primaire	% g.a.	3,5	-	-	3,7	-	-	3,9	-	-	3,2	-	-	3,2
	part du PIB total (%)	6,6	-	-	9,1	-	-	10,3	-	-	4,5	-	-	6,0
PIB : secteur secondaire	% g.a.	6,4	-	-	6,3	-	-	6,1	-	-	6,3	-	-	6,1
	part du PIB total (%)	41,4	-	-	40,3	-	-	41,0	-	-	39,0	-	-	41,7
PIB : secteur tertiaire	% g.a.	7,7	-	-	7,8	-	-	8,0	-	-	7,5	-	-	7,6
	part du PIB total (%)	51,9	-	-	50,6	-	-	48,7	-	-	56,6	-	-	52,3
Valeur ajoutée industrielle	% g.a.	7,6	6,4	6,0	6,6	6,2	6,1	6,2	0,0	0,0	6,0	-	-	6,0
Demande interne														
Ventes de détail	Mds RMB	2 981	2 961	3 033	3 087	3 424	3 411	3 473	-	-	2 919	2 854	3 036	3 084
<i>variation</i>	% g.a.	11,0	10,4	10,1	10,3	10,0	10,2	9,4	9,5	9,8	10,1	9,4	8,5	9,0
Consumer confidence index	Indice	113,3	114,6	114,7	118,6	123,9	121,3	122,6	122,3	124,0	122,3	122,9	122,9	118,2
Investissement	% g.a.	8,8	6,5	3,8	6,2	3,2	5,8	-2,3	7,8	7,8	7,1	6,0	3,9	5,7
secteurs manufacturiers	% g.a.	6,6	1,3	2,3	2,2	1,2	2,1	-2,1	-	-	-	-	-	-
immobilier	% g.a.	4,1	2,9	4,5	4,0	1,7	-0,1	-4,6	-	-	-	-	-	-
Purchasing Manager Index officiel	%	51,7	51,4	51,7	52,4	51,6	51,8	51,6	51,3	50,3	51,5	51,4	51,9	51,5
Commerce extérieur														
Exportations	Mds USD	194,8	192,1	198,0	197,9	187,9	215,8	231,5	199,4	170,5	173,9	199,3	212,0	216,6
<i>variation</i>	% g.a.	10,3	6,3	4,9	7,9	6,3	11,5	10,7	10,6	43,5	-3,0	12,1	12,1	11,2
Importations	Mds USD	153,5	147,3	158,0	170,6	151,0	177,4	177,7	180,8	138,2	179,4	172,0	188,0	175,1
<i>variation</i>	% g.a.	17,0	11,3	13,9	19,3	17,4	17,9	4,8	37,4	6,5	14,6	21,8	26,0	14,1
Solde commercial	Mds USD	41,2	44,9	40,0	27,4	36,9	38,4	53,9	18,6	32,3	-5,6	27,2	24,0	41,5
IDE entrants (chiffres MOFCOM)	Mds USD	14,8	6,5	9,4	10,6	9,0	18,8	16,4	12,1	9,0	13,4	9,1	9,1	15,7
<i>variation</i>	% g.a.	-2,8	-15,7	6,9	14,9	2,5	90,0	-17,7	0,6	3,2	2,6	1,9	11,7	5,8
Inflation														
Indice des prix à la conso.	% g.a.	1,5	1,4	1,8	1,6	1,9	1,7	1,8	1,5	2,9	2,1	1,8	1,8	1,9
alimentaire	% g.a.	-1,2	-1,1	-0,2	-1,4	-0,4	-1,1	-0,4	-0,5	4,4	2,1	0,7	0,1	0,3
inflation sous-jacente	% g.a.	2,2	2,1	2,2	2,3	2,3	2,3	2,2	1,9	2,5	2,0	2,2	1,9	1,9
Indice des prix à la production	% g.a.	5,5	5,5	6,3	6,9	6,9	5,8	4,9	4,3	3,7	3,1	3,4	4,1	4,7
Prix des matières premières	% g.a.	10,0	9,3	11,0	11,9	11,6	9,7	8,1	7,3	5,9	5,1	5,7	7,4	8,8
Liquidité														
M2	% g.a.	9,1	8,9	8,6	9,0	8,9	9,1	8,1	8,6	8,8	8,2	8,3	8,3	8,0
Base monétaire	% g.a.	5,1	5,3	5,8	5,3	5,2	5,2	4,2	-0,1	5,2	6,3	2,6	1,6	4,8
Taux de réserves obligatoires	(%)	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50	-	-	-
petites et moyennes banques	(%)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13,50
grandes banques	(%)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,50
Taux de réf. des prêts à 1 an	(%)	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35
Taux de réf. sur les dépôts	(%)	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
Taux interb. CHIBOR overnight	(%)	2,85	2,73	2,88	2,78	2,71	2,79	2,71	2,69	2,61	2,66	2,67	2,63	2,62
Change														
Taux moyen mensuel	CNY/USD	6,80	6,77	6,67	6,56	6,62	6,62	6,59	6,44	6,32	6,28	6,30	6,38	6,46
	CNY/EUR	7,64	7,79	7,89	7,81	7,78	7,76	7,80	7,84	7,79	7,73	7,74	7,53	7,54
Réserves de change	Mds USD	3 057	3 081	3 092	3 109	3 109	3 119	3 140	3 161	3 134	3 143	3 125	3 111	3 112
accroissement mensuel	Mds USD	3,2	23,9	10,8	17,0	0,7	10,1	20,7	21,5	-27,0	8,3	-18,0	-14,2	1,5
<i>variation</i>	% g.a.	-4,63	-3,76	-2,94	-1,83	-0,37	2,22	4,30	5,45	4,30	4,44	3,15	1,87	1,81
Banques														
Dépôts	Mds RMB	165 037	165 826	167 042	167 416	168 503	170 078	169 273	173 266	172 962	174 444	174 881	176 159	178 339
Croissance des dépôts	% g.a.	9,2	9,4	9,0	9,3	9,1	9,6	9,0	10,5	8,6	8,7	8,9	8,9	8,4
Crédit total	Mds RMB	120 213	121 035	121 987	123 180	123 888	125 049	125 607	128 632	129 515	130 454	131 703	132 892	134 810
Croissance du crédit	% g.a.	12,9	13,2	13,2	13,1	13,0	13,3	12,7	13,2	12,8	12,8	12,7	12,6	12,7
Ratio crédits/dépôts	%	72,8	73,0	73,0	73,6	73,5	73,5	74,2	74,2	74,9	74,8	75,3	75,4	75,6
Taux de créances douteuses	%	1,74	-	-	1,74	-	-	1,74	-	-	1,75	-	-	1,86
grandes banques commerciales	%	1,60	-	-	1,54	-	-	1,53	-	-	1,50	-	-	1,48
banques urbaines	%	1,51	-	-	1,51	-	-	1,52	-	-	1,53	-	-	1,57
Marchés d'actifs														
Shanghai Composite Index	points	3 192	3 273	3 361	3 349	3 393	3 317	3 307	3 481	3 259	3 169	3 082	3 095	2 847
Performance sur un mois	%	2,4	2,5	2,7	-0,4	1,3	-2,2	-0,3	5,3	-6,4	-2,8	-2,7	0,4	-8,0
Shenzhen Composite Index	points	1 898	1 879	1 945	1 988	2 002	1 902	1 899	1 878	1 812	1 854	1 776	1 768	1 608
Performance sur un mois	%	4,9	-1,0	3,5	2,2	0,7	-5,0	-0,1	-1,1	-3,5	2,3	-4,2	-0,5	-9,0
Energie														
Production d'électricité	Mds Kwh	520	605	595	522	504	520	570	-	-	528	511	544	555
<i>variation</i>	% g.a.	6,0	9,8	5,8	6,2	3,3	3,2	6,9	-	-	2,2	7,1	10,0	6,7
Production de pétrole	Mds tonnes	46	45	47	49	51	49	49	-	-	52	50	51	50
<i>variation</i>	% g.a.	2,2	0,4	6,4	12,7	7,4	8,0	2,7	-	-	8,4	11,5	8,7	8,0

Légende : Valeur négative



INDICATEURS ECONOMIQUES ANNUELS

Sources : CEIC, SER de Pékin

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production												
PIB	Mds RMB	27 023	31 952	34 908	41 303	48 930	54 037	59 524	64 397	68 905	74 359	<u>82 712</u>
	Mds USD	3 552	4 599	5 110	6 101	7 573	8 560	9 608	10 484	11 065	11 198	<u>12 245</u>
croissance réelle	m.a.	<u>14,2%</u>	9,7%	9,4%	10,6%	9,5%	7,9%	7,8%	7,3%	6,9%	6,7%	6,9%
secteur primaire	Mds RMB	2 779	3 275	3 416	3 936	4 616	5 090	5 533	5 834	6 086	6 367	<u>6 547</u>
secteur secondaire	Mds RMB	12 663	14 996	16 017	19 163	22 704	24 464	26 196	27 757	28 204	29 655	<u>33 462</u>
secteur tertiaire	Mds RMB	11 581	13 681	15 475	18 204	21 610	24 482	27 796	30 806	34 615	38 337	<u>42 703</u>
PIB par habitant (\$ courant)	USD/hab	2 696	3 472	3 839	4 560	5 634	6 338	7 078	7 685	8 070	8 123	<u>8 809</u>
Contribution à la croissance	consommation	pts de %	<u>6,4%</u>	4,3%	5,3%	4,8%	5,9%	4,3%	3,6%	4,1%	4,5%	4,1%
	investissement	pts de %	6,3%	5,1%	<u>8,1%</u>	7,1%	4,4%	3,4%	3,4%	2,9%	2,9%	2,2%
	commerce extérieur	pts de %	<u>1,5%</u>	0,3%	<u>-4,0%</u>	<u>-1,3%</u>	<u>-0,8%</u>	0,2%	<u>-0,1%</u>	<u>-0,1%</u>	<u>-0,6%</u>	0,6%
Taux d'investissement	%	41,5%	43,3%	46,4%	47,6%	<u>47,7%</u>	47,2%	47,4%	47,0%	45,4%	44,3%	43,6%
Taux d'épargne	%	51,4%	<u>52,4%</u>	51,2%	51,5%	49,5%	49,8%	48,9%	49,1%	45,4%	47,3%	43,6%
Population												
Population totale	M	1 321	1 328	1 335	1 341	1 347	1 354	1 361	1 368	1 375	1 383	<u>1 390</u>
variation (croissance démographique)	% g.a.	0,52%	0,51%	0,49%	0,48%	0,48%	0,50%	0,49%	0,52%	0,50%	<u>0,59%</u>	0,53%
Population urbaine	M	606,3	624,0	645,1	669,8	690,8	711,8	731,1	749,2	771,2	793,0	<u>813,5</u>
Taux d'urbanisation	%	45,9%	47,0%	48,3%	49,9%	51,3%	52,6%	53,7%	54,8%	56,1%	57,3%	<u>58,5%</u>
Population rurale	M	<u>715,0</u>	704,0	689,4	671,1	656,6	642,2	629,6	618,7	603,5	589,7	576,6
Emploi (données officielles)	M	753,2	755,6	758,3	761,1	764,2	767,0	769,8	772,5	774,5	776,0	<u>776,4</u>
Taux d'activité	%	<u>57,0%</u>	56,9%	56,8%	56,8%	56,7%	56,6%	56,6%	56,5%	56,3%	56,1%	55,9%
Taux de chômage urbain officiel	%	4,0%	4,2%	<u>4,3%</u>	4,1%	4,1%	4,1%	4,1%	4,1%	4,1%	4,0%	3,9%
Commerce extérieur												
Exportations (biens)	Mds USD	1 220,5	1 430,7	1 201,6	1 577,8	1 898,4	2 048,7	2 209,0	<u>2 342,3</u>	2 273,5	2 097,6	2 262,9
vers												
Etats-Unis	Mds USD	232,7	252,4	220,8	283,3	324,5	351,8	368,4	396,1	409,2	385,3	<u>429,8</u>
Union Européenne	Mds USD	245,2	293,0	236,3	311,3	356,1	334,1	338,3	371,0	356,4	343,3	<u>374,4</u>
France	Mds USD	20,3	23,3	21,5	27,7	<u>30,0</u>	26,9	26,7	28,7	26,7	24,7	27,7
Importations (biens)	Mds USD	956,1	1 132,6	1 005,9	1 396,2	1 743,5	1 818,4	1 950,0	<u>1 959,2</u>	1 679,6	1 587,9	1 842,9
depuis												
Etats Unis	Mds USD	69,4	81,4	77,5	102,1	122,1	132,9	152,3	<u>159,1</u>	147,8	134,4	153,9
Union Européenne	Mds USD	111,0	132,9	127,9	168,5	211,2	212,5	220,1	<u>244,4</u>	209,4	208,4	<u>245,2</u>
France	Mds USD	13,3	15,6	13,0	17,1	22,1	24,1	23,1	<u>27,1</u>	24,6	22,5	26,8
Solde commercial (biens)	Mds USD	264,3	298,1	195,7	181,5	154,9	230,3	259,0	383,1	<u>593,9</u>	509,7	420,0
Inflation												
Indice des prix à la consommation (m.a.)	% g.a.	4,8%	<u>5,9%</u>	<u>-0,7%</u>	3,3%	5,4%	2,6%	2,6%	2,0%	1,4%	2,0%	1,6%
prix alimentaires	% g.a.	12,3%	<u>14,3%</u>	0,7%	7,2%	11,8%	4,8%	4,7%	3,1%	2,3%	4,6%	<u>-1,4%</u>
Balance des paiements												
Compte des opérations courantes												
Exportations de biens	Mds USD	1 131,6	1 350,0	1 127,2	1 486,4	1 807,8	1 973,5	2 148,6	<u>2 243,8</u>	2 142,8	1 989,5	2 216,5
Importations de biens	Mds USD	819,9	990,1	883,6	1 240,0	1 579,1	1 661,9	1 789,6	<u>1 808,7</u>	1 566,6	1 500,6	1 740,3
Solde commercial biens	Mds USD	311,7	359,9	243,5	246,4	228,7	311,6	359,0	435,0	<u>576,2</u>	488,9	476,1
Exportations de services	Mds USD	125,4	145,3	122,6	117,5	106,0	207,0	207,0	<u>219,1</u>	217,4	208,4	206,5
Importations de services	Mds USD	129,1	156,4	146,0	140,9	247,8	281,3	330,6	432,9	435,7	441,5	<u>471,9</u>
Solde commercial services	Mds USD	<u>-3,7</u>	<u>-11,1</u>	<u>-23,4</u>	<u>-23,4</u>	<u>-46,8</u>	<u>-79,7</u>	<u>-123,6</u>	<u>-213,7</u>	<u>-218,3</u>	<u>-233,1</u>	<u>-265,4</u>
Revenus nets	Mds USD	8,0	<u>28,6</u>	<u>-8,5</u>	<u>-25,9</u>	<u>-70,3</u>	<u>-19,9</u>	<u>-78,4</u>	13,3	<u>-41,1</u>	<u>-34,4</u>	<u>-34,4</u>
Transferts courants nets	Mds USD	37,1	<u>43,2</u>	31,7	40,7	24,5	3,4	<u>-8,7</u>	1,4	<u>-12,6</u>	<u>-9,5</u>	<u>-11,4</u>
Solde des opérations courantes	Mds USD	353,2	<u>420,6</u>	243,3	237,8	136,1	215,4	148,2	236,0	304,2	202,2	164,9
				4,76%	3,90%	1,80%	2,52%	1,54%	2,25%	2,7488%	1,81%	1,35%
Solde du compte de capital	Mds USD	3,1	3,1	3,9	4,6	<u>5,4</u>	4,3	3,1	0,0	0,3	<u>-0,3</u>	<u>-0,1</u>
Compte des opérations financières												
IDE sortants	Mds USD	17,2	56,7	43,9	58,0	48,4	65,0	73,0	123,1	174,4	<u>216,4</u>	101,9
IDE entrants	Mds USD	156,2	171,5	131,1	243,7	280,1	241,2	<u>290,9</u>	268,1	242,5	174,7	168,2
Solde des IDE	Mds USD	139,1	114,8	87,2	185,7	<u>231,7</u>	176,3	217,9	145,0	68,1	<u>-41,7</u>	66,3
Invnt de portefeuille sortants	Mds USD	4,5	<u>-25,2</u>	2,5	7,6	<u>-6,2</u>	6,4	5,4	10,8	73,2	102,8	<u>109,4</u>
entrants	Mds USD	21,0	9,7	29,6	31,7	13,4	54,2	58,2	93,2	6,7	50,5	<u>116,8</u>
Solde des investissements de portefeuille	Mds USD	16,4	34,9	27,1	24,0	19,6	47,8	52,9	<u>82,4</u>	<u>-66,5</u>	<u>-52,3</u>	7,4
Solde des autres investissements	Mds USD	<u>-64,4</u>	<u>-112,6</u>	<u>80,3</u>	72,4	8,7	<u>-260,1</u>	72,2	<u>-278,8</u>	<u>-434,0</u>	<u>-316,7</u>	74,4
Solde des réserves de change *	Mds USD	<u>-460,7</u>	<u>-479,5</u>	<u>-400,3</u>	<u>-471,7</u>	<u>-387,8</u>	<u>-96,6</u>	<u>-431,4</u>	<u>-117,8</u>	342,9	<u>443,7</u>	<u>-91,5</u>
Solde des opérations financières	Mds USD	<u>-369,6</u>	<u>-442,5</u>	<u>-205,8</u>	<u>-189,5</u>	<u>-127,8</u>	<u>-132,6</u>	<u>-88,3</u>	<u>-169,1</u>	<u>-91,5</u>	27,6	<u>57,1</u>
Erreurs et omissions	Mds USD	13,3	<u>18,8</u>	<u>-41,4</u>	<u>-52,9</u>	<u>-13,8</u>	<u>-87,1</u>	<u>-62,9</u>	<u>-66,9</u>	<u>-213,0</u>	<u>-229,5</u>	<u>-221,9</u>
Dettes externes												
Dettes externes	Mds USD	389	390	429	549	695	737	863	<u>1 780</u>	1 383	1 416	1 711
	% PIB	11,0%	8,5%	8,4%	9,0%	9,2%	8,6%	9,0%	<u>17,0%</u>	12,5%	12,6%	14,0%
dont dettes externes à court terme	Mds USD	236	226	259	376	501	541	677	<u>1 298</u>	887	871	1 099
Change												
Taux de change annuel moyen	USD/CNY	<u>7,61</u>	6,95	6,83	6,77	6,46	6,31	6,20	6,14	6,23	6,64	6,75
	100JPY/CNY	6,46	6,74	7,30	7,73	<u>8,11</u>	7,92	6,36	5,82	5,15	6,12	6,02
	EUR/CNY	<u>10,41</u>	10,22	9,52	8,98	9,00	8,11	8,23	8,17	6,92	7,34	7,62
Taux de change effectif nominal **	indice	88,75	96,37	100,74	100,00	102,55	108,67	115,58	118,30	<u>129,74</u>	124,38	120,55
Taux de change effectif réel **	indice	90,02	96,16	102,00	100,00	100,20	105,93	111,88	114,72	<u>125,66</u>	119,92	116,92
Réserves de change***	Mds USD	1 528,2	1 946,0	2 399,2	2 847,3	3 181,1	3 311,6	3 821,3	<u>3 843,0</u>	3 330,4	3 010,5	3 139,9
Accroissement annuel	Mds USD	461,9	417,8	453,1	448,2	333,8	130,4	<u>509,7</u>	21,7	<u>-310,7</u>	<u>-319,8</u>	129,4
Finances publiques												
Revenus	Mds RMB	5 132	6 133	6 852	8 310	10 387	11 725	12 037	14 037	15 227	15 960	<u>17 257</u>
revenus fiscaux	Mds RMB	4 562	5 422	5 952	7 321	8 974	10 061	11 053	11 918	12 492	13 036	<u>14 436</u>
Dépenses publiques	Mds RMB	4 978	6 259	7 630	8 987	10 925	12 595	14 021	15 179	17 588	18 776	<u>20 333</u>
	% PIB	18,4%	19,6%	21,9%	21,8%	22,3%	23,3%	23,6%	23,6%	<u>25,5%</u>	25,2%	24,6%
Solde budgétaire	Mds RMB	<u>154</u>	<u>-126</u>	<u>-778</u>	<u>-677</u>	<u>-537</u>	<u>-870</u>	<u>-1 100</u>	<u>-1 142</u>	<u>-2 361</u>	<u>-2 815</u>	<u>-3 076</u>
	% PIB	<u>0,6%</u>	<u>-0,4%</u>	<u>-2,2%</u>	<u>-1,6%</u>	<u>-1,1%</u>	<u>-1,6%</u>	<u>-1,8%</u>	<u>-1,8%</u>	<u>-3,4%</u>	<u>-3,8%</u>	<u>-3,7%</u>
Dettes du gouvernement central	% PIB	<u>19,3%</u>	16,7%	17,3%	16,4%	14,7%	14,4%	14,6%	14,9%	15,5%	16,1%	16,3%

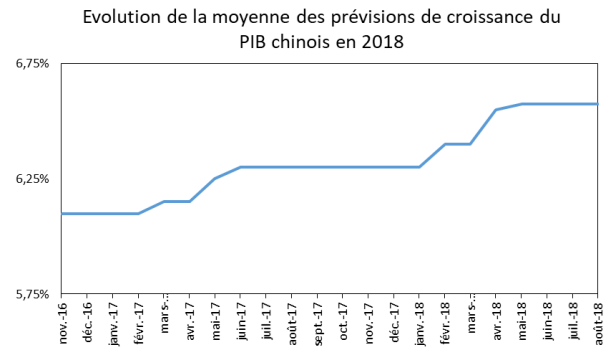
Légende : Valeur maximale Valeur négative

* (-) Entrées de capitaux ; (+) Sorties de capitaux ; flux donc variation hors effets de change

** Moyenne annuelle *** Valeur de décembre; stock incluant les effets de change

PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB CHINOIS

Banques	dernière mise à jour	2018	2019
UBS	janv-18	6,4%	6,1%
Natixis	janv-18	6,5%	6,3%
Barclays	juin-18	6,7%	6,2%
Société Générale	juin-18	6,6%	6,2%
HSBC	août-18	6,6%	6,8%
Crédit Agricole	juil-18	6,6%	6,4%
Moyenne des Banques		6,6%	6,3%
Institutions Internationales		2018	2019
OCDE	mai-18	6,7%	6,4%
Banque Mondiale	juin-18	6,5%	6,3%
BAsD	juil-18	6,6%	6,4%
FMI	avr-18	6,6%	6,4%
Moyenne Totale		6,6%	6,4%



Abréviations

BRI : Banque des règlements internationaux

cv : corrigé des variations saisonnières

CBRC : régulateur du secteur bancaire

CBIRC : régulateur du secteur de la banque et de l'assurance

CSRC : régulateur des marchés des titres mobiliers

RMB : monnaie chinoise

m.a. : moyenne annuelle

g.a. : glissement annuel

g.m. : glissement mensuel

g.t. : glissement trimestriel

IDE : investissements directs étrangers

IPC : indice des prix à la consommation

IPP : indice des prix à la production

Mds : milliards

MIIT : Ministère de l'industrie et des technologies de l'information

MoF : ministère des Finances

MOFCOM : ministère du Commerce

M : millions

mmm : moyenne mobile mensuelle

NDRC : National Development & Reform Commission

PBoC : People's Bank of China (banque centrale)

Pdb : point de base

PCC : Parti communiste chinois

SAFE : administration responsable des changes et des flux transfrontaliers

TSF : *Total Social Financing*, agrégat officiel de financement à l'économie réelle hors autorités publiques

ytd : données cumulées depuis le début de l'année (*year to date*)

Abonnez-vous aux Bulletins de statistiques et d'Analyses Economiques
Chine
sur le site internet de l'Ambassade de France à Pékin :
<http://www.ambafrance-cn.org/Abonnez-vous-au-Bulletin-Economique-Chine>

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique Régional de Pékin

Adresse : N°60 Tianzeli, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : H. Fatton, A.V. Maizière, C. Bortolini, A. Bernez

Revu par : David Karmouni

Responsable de publication : Philippe Bouyoux

Version du : 1^{er} août 2018